



Faire progresser le leadership mondial du Canada pour la santé sexuelle et génésique et les droits qui s'y rattachent

Initiative de planification de l'avenir

Rapport sur la réunion virtuelle

20-21 MAI 2021





FUTURE PLANNING INITIATIVE

ADVOCATING FOR CANADIAN LEADERSHIP ON SEXUAL AND REPRODUCTIVE HEALTH AND RIGHTS

Faire progresser le leadership mondial du Canada pour la santé sexuelle et génésique et les droits qui s'y rattachent

Initiative de planification de l'avenir — Rapport sur la réunion virtuelle 20-21 mai 2021

Préparé par l'Initiative de planification de l'avenir

L'Initiative de planification de l'avenir (IPA) est une coalition d'organismes canadiens qui militent collectivement pour le leadership du Canada en matière de SDG. Reconnaissant que ces droits sont centraux à la santé et au développement durable, l'IPA travaille à l'avancement de l'ordre du jour de la SDG. Les membres de l'IPA sont : Action Canada pour la santé et les droits sexuels; Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants; Coopération Canada (anciennement le Conseil canadien pour la coopération internationale); Canada Global; Inter Pares; Oxfam Canada

Pour plus de renseignements, contacter info@actioncanadashr.org

futureplanninginitiative.ca



Action Canada
pour la santé & les droits sexuels



CanWaCH
Canadian Partnership for
Women and Children's Health
CanSFE
Partenariat canadien pour la
santé des femmes et des enfants



CONTEXTE

L'Initiative de planification de l'avenir (IPA) est une coalition de six organismes de la société civile canadienne qui travaillent à l'échelle mondiale et nationale pour faire progresser la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG). Les organismes membres comprennent Action Canada pour la santé et les droits sexuels, le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants, Coopération Canada, Inter Pares, Canada Global et Oxfam Canada. La cinquième retraite de l'IPA a réuni des intervenant-es de tous les secteurs gouvernementaux, de la santé mondiale, des droits de la personne, du féminisme et du développement (au Canada et dans le monde) pour faire le point sur l'engagement du Canada à faire progresser la santé et les droits sexuels et génésiques, examiner le leadership mondial du Canada en matière de santé et de droits sexuels et génésiques en relation avec la pandémie de COVID-19, et élaborer des stratégies pour maintenir et accroître le leadership du Canada, en particulier dans le contexte politique actuel. Au cours de deux séances virtuelles, les participant-es ont partagé leurs connaissances, discuté des lacunes et des obstacles, développé des stratégies pour faire progresser la responsabilisation et la reddition de comptes, et identifié d'autres occasions de leadership et de plaidoyer du Canada en matière de SDSG.

OBJECTIFS

La retraite de l'IPA poursuivait les objectifs suivants :

1. Faire le point sur l'engagement du Canada à faire progresser la SDSG et évaluer la mise en œuvre, l'imputabilité et l'intensification; et
2. Définir et discuter de stratégies visant à renforcer l'engagement mondial du Canada à la SDSG.

L'engagement du Canada en matière de SDG

LE CANADA S'EST ENGAGÉ FINANCIÈREMENT ET POLITIQUEMENT

Le 4 juin 2019, le premier ministre Trudeau a annoncé un engagement décennal de 700 millions de dollars par an en faveur de la santé sexuelle et génésique, « concentr[é] sur les secteurs les plus négligés de ce domaine » afin d'« autonomiser 18 millions de femmes et de filles dans les pays en développement d'ici 2030. »

Le Canada a fixé des objectifs de financement ambitieux en matière de santé et de droits sexuels et génésiques et il avait, en date de mai 2021, déboursé 650 millions de dollars. Ce financement a été réparti entre 187 projets menés par 68 organismes principaux dans 56 pays. La majorité du financement (74 %) est allée à des ONG, le reste allant à des organismes multilatéraux (15 %) et à d'autres partenaires (11 %).

Il est important de noter que le Canada a également utilisé son pouvoir politique pour encourager d'autres partenaires à se joindre à ses efforts et à faire de la SDG un grand enjeu général à l'échelon international. Bien que le pays travaille en étroite collaboration avec des partenaires progressistes qui ont fait leur marque en matière de SDG (p. ex., Pays-Bas, Suède), l'accent diplomatique est de plus en plus mis sur l'établissement de partenariats solides avec des pays du Sud (p. ex., le Mozambique). Les partenaires du Sud ont souligné l'importance de recevoir le « soutien moral » ou la solidarité du Canada.

Le 4 juin 2019, le premier ministre Trudeau a annoncé un engagement décennal de 700 millions de dollars par an en faveur de la santé sexuelle et génésique.

LA COVID-19

Comme l'illustre l'expérience de [divers partenaires travaillant dans le Sud](#), la pandémie de COVID-19 représente une menace importante pour la santé et les droits sexuels et génésiques dans le monde.¹ La pandémie a exposé et exacerbé les vulnérabilités, perturbé les chaînes d'approvisionnement essentielles, remis en question les méthodes conventionnelles de prestation de services et déclenché un retour en arrière dans de nombreux domaines clés. La pandémie

1 En collaboration avec des partenaires et des prestataires de soins de santé du Sud, Action Canada a produit une vidéo exposant l'impact de la COVID-19 sur la prestation des services de santé sexuelle et génésique, et indiquant comment la communauté internationale peut soutenir ce travail. La vidéo est accessible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=h5uteKW1RZI> (avec sous-titres en français)

de COVID-19 a fait en sorte que les services de santé sexuelle et génésique (SSG) ont souvent été jugés « non essentiels ». La privatisation de la santé sexuelle et génésique a eu un impact sur la capacité des personnes à accéder au quotidien à des services de santé sexuelle et génésique ainsi qu'à des soutiens institutionnels, notamment au financement. Par exemple, en avril 2021, le Royaume-Uni a annoncé qu'il réduirait de 85 % son soutien aux programmes de santé génésique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), arguant que la pandémie l'obligeait à prendre des décisions financières « difficiles mais nécessaires »² – lui qui était le deuxième principal bailleur de fonds bilatéral des services de SSG.

La SDGS étant rarement comprise comme une composante essentielle des soins de santé, de nombreux pays ont connu une augmentation de la mortalité maternelle et de la violence fondée sur le genre ainsi qu'un recul de l'accès à la contraception et aux autres services de santé sexuelle et génésique, pendant la pandémie. Selon les estimations actuelles, 12 millions de personnes ont perdu l'accès à la contraception en raison de la pandémie de COVID-19.³ Malgré les promesses issues des innovations en matière de télémédecine et d'autres solutions numériques, le fossé numérique signifie que l'inégalité d'accès persiste.

Les défenseurs et défenseuses ont relevé ces défis en faisant preuve d'innovation et d'un solide plaidoyer féministe. Les participant-es à la réunion dont il est ici question ont souligné l'importance des politiques féministes et de l'organisation de la base pour atténuer les préjudices de la pandémie : les initiatives dirigées par les communautés doivent rester au premier plan dans les mois et les années à venir.

DOMAINES NÉGLIGÉS

Il est essentiel de se concentrer sur les quatre domaines négligés. Ces domaines sont les suivants : 1) soins d'avortement sans risque, 2) soins contraceptifs complets, 3) SDGS des adolescent-es, y compris l'éducation sexuelle complète (ÉSC), et 4) plaidoyer pour la SDGS.⁴ En se concentrant sur les domaines négligés, on peut diriger les efforts financiers et politiques de manière à maximiser l'impact. Le travail du Canada dans les domaines négligés est particulièrement important car très peu de bailleurs de fonds œuvrent dans ce domaine. Il y a donc un énorme besoin de leadership concernant la prestation de services et le plaidoyer.

La SDGS étant rarement comprise comme une composante essentielle des soins de santé, de nombreux pays ont connu une augmentation de la mortalité maternelle et de la violence fondée sur le genre ainsi qu'un recul de l'accès à la contraception et aux autres services de santé sexuelle et génésique, pendant la pandémie.

2 Worley, William. « UK Cuts Family Planning Funding to UNFPA by 85% ». Devex, 28 avril 2021. <https://www.devex.com/news/sponsored/uk-cuts-family-planning-funding-to-unfpa-by-85-99785>.

3 UNFPA. « Un an après le début de la pandémie, l'UNFPA estime que 12 millions de femmes ont connu une interruption de leur contraception, provoquant 1,4 million de grossesses non planifiées », 11 mars 2021. <https://www.unfpa.org/fr/news/un-apres-le-debut-de-la-pandemie-lunfpa-estime-que-12-millions-de-femmes-ont-connu-une>.

4 Initiative de planification de l'avenir. *Aborder les domaines négligés de la santé sexuelle et génésique et des droits qui s'y rattachent : principes et pratiques efficaces : Un rapport du Forum d'apprentissage en SDGS tenu les 1^{er} et 2 octobre 2019*, s.d. <https://www.actioncanadashr.org/sites/default/files/2021-05/FPI%20Report%20-%20addressing-neglected-areas-in-SRHR-FR.pdf>.

Il est essentiel de se concentrer sur les quatre domaines négligés. Ces domaines sont les suivants :

1. **soins d'avortement sans risque,**
2. **soins contraceptifs complets,**
3. **SDSG des adolescent-es, y compris l'éducation sexuelle complète (ÉSC), et**
4. **plaidoyer pour la SDSG.**

Renforcer l'engagement du Canada à la SDSG dans le monde

LEADERSHIP FINANCIER

Au cours de la dernière décennie, le financement national et les engagements de politiques en faveur des droits humains ont augmenté dans de nombreux pays. Néanmoins, le financement demeure vulnérable (comme le montrent les récentes coupures au Royaume-Uni). Les participant-es ont fait valoir que l'un des domaines clés dans lequel le Canada a un rôle important à jouer est de maintenir la pression sur les pays donateurs et bénéficiaires afin qu'ils maintiennent et augmentent le financement de la SDSG. Une accélération des engagements financiers existants pourrait aider à catalyser des financements venant d'autres pays. De plus, le Canada peut faire pression pour des octrois financiers de base qui soient de qualité, à long terme, accessibles et flexibles, et prendre l'initiative de fournir des fonds aux organismes locaux par le biais de modèles de financement novateurs (par exemple, des subventions participatives). Le Canada peut servir de modèle en prenant plus de risques quant à ce qu'il finance et à la façon dont il administre son financement. Par exemple, les participant-es soulignent que très peu de fonds sont disponibles pour les programmes d'avortement sûr et que le leadership explicite du Canada dans ce domaine pourrait être transformateur. De même, les demandes de financement et les exigences en matière de compte rendu sont souvent inutilement compliquées, ce qui crée des obstacles considérables pour les petits ONG et les ONG de la base. Une action gouvernementale sur cette question pourrait contribuer à améliorer l'accès à du financement pour ces organismes.

Le financement peut également jouer un rôle crucial pour accentuer la dimension locale en SDSG; nous en discutons plus bas.

LEADERSHIP DIPLOMATIQUE

Le soutien financier doit être redoublé d'un solide leadership diplomatique. Le Canada doit continuer à travailler pour protéger les gains réalisés. Les participant-es ont suggéré que le Canada devrait saisir de nouvelles occasions de leadership mondial, par exemple en convoquant un sommet international sur la SDSG ou en jouant un rôle de premier plan dans le partenariat FP2030. Il pourrait également être bénéfique de susciter l'émergence de porte-étendards canadien-nes pour la SDSG (par exemple, des personnes similaires à Bill et Melinda Gates) et un leadership du secteur privé.

Canada peut faire pression pour des octrois financiers de base qui soient de qualité, à long terme, accessibles et flexibles, et prendre l'initiative de fournir des fonds aux organismes locaux par le biais de modèles de financement novateurs.

Les participant-es ont identifié une tension centrale dans la stratégie diplomatique du Canada en matière de SDSG. Le Canada doit être visible, mais il doit aussi atteindre ses objectifs en matière de SDSG. Le Canada a tendance à négocier en coulisses, et bien que certain-es participant-es souhaitent que le Canada joue un rôle plus visible et de confrontation, d'autres suggèrent que le fait de prendre une position audacieuse sur la scène internationale s'est parfois retourné contre le pays en mettant fin à la conversation. Les participant-es ont convenu qu'une approche prudente, adaptée, stratégique et souple est nécessaire. Il est important de déterminer quels contextes exigent que le Canada soit audacieux et visible, et quels contextes exigent une stratégie et une approche plus douces. Les participant-es ont également convenu que le Canada devrait privilégier la solidarité et l'alliance plutôt qu'une « approche au micro »; il est essentiel de centrer et de soutenir les initiatives des autres gouvernements et des organismes de la société civile.

INNOVER DANS DE NOUVEAUX CADRES

Bien que le Canada dispose de partenariats solides dans les espaces traditionnels de défense de la SDSG (p. ex. l'UNFPA, la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), le mouvement *She Decides*), il existe un grand potentiel de développement et de renforcement des partenariats dans les espaces où l'on ne s'occupe pas des domaines négligés. Il s'agit notamment des initiatives de financement mondial, de la Commission de la population et du développement, de la Commission de la condition de la femme, de la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida, des initiatives de l'Organisation mondiale de la Santé concernant l'encadrement de l'avortement, de l'UNICEF, de l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables et du Forum Génération Égalité. Les participant-es ont exhorté le Canada à « s'approprier l'ordre du jour » dans ces espaces en soulignant l'interconnexion de la SDSG avec d'autres questions relatives aux droits humains.

il existe un grand potentiel de développement et de renforcement des partenariats dans les espaces où l'on ne s'occupe pas des domaines négligés.

ADOPTER UNE APPROCHE À LA SDSG DANS LA PERSPECTIVE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

Historiquement, la SDSG a été sous-financée, négligée et combattue. Il en résulte qu'une grande partie du financement de la SDSG a mis l'accent sur des interventions spécifiques et limitées dans le temps plutôt que sur le travail à long terme de mise en place de systèmes et d'infrastructures solides en matière de santé (dont la SDSG fait partie intégrante). La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les inconvénients de l'approche actuelle : à moins que la SDSG ne soit pleinement intégrée aux systèmes de santé en tant qu'aspect fondamental des soins, elle est facilement reléguée au second plan lorsque le système est soumis à un stress ou à une crise. Les participant-es ont souligné que pour réaffirmer l'importance de la santé et des droits sexuels et génésiques et ramener le soutien financier aux niveaux pré-pandémiques, il faut comprendre que la santé sexuelle et génésique et les droits qui s'y rattachent sont un élément

... il faut comprendre que la santé sexuelle et génésique et les droits qui s'y rattachent sont un élément central des services et des systèmes de santé essentiels.

central des services et des systèmes de santé essentiels. Pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé, il faut que la SDG repose sur des bases solides à l'échelle du système.

Il est important de noter qu'une approche fondée sur les systèmes de santé ne doit pas négliger le rôle de la société civile et des organismes de plaidoyer, dont le travail est un élément essentiel de l'amélioration des systèmes de santé et de la prestation des services de santé. Les mouvements féministes et les systèmes de santé sont interconnectés. Ainsi, si le renforcement des capacités des prestataires de soins de santé est important, le renforcement des capacités en dehors des systèmes de santé formalisés est également essentiel.

LA REPRISE ÉCONOMIQUE ET LA SDG

La reprise économique après la COVID-19 doit être équitable et fondée sur des cadres éprouvés pour l'égalité des genres. L'importance de la santé et des droits sexuels et génésiques en tant que moteur essentiel de la transformation économique est largement démontrée. Non seulement la santé et les droits sexuels et génésiques sauvent-ils des vies, ils ont également le potentiel de transformer des vies en générant des bienfaits économiques. Investir dans la contraception et les soins liés à l'avortement permet en définitive aux pays de réaliser des économies. Pour chaque dollar dépensé pour la contraception, trois dollars peuvent être économisés sur le coût des soins maternels, néonataux et d'avortement.⁵ Bien qu'un tel argument instrumental puisse ne pas venir naturellement aux militant-es travaillant dans le cadre d'une approche fondée sur les droits, il peut être un bon outil dans le plaidoyer. Un partenariat avec les milieux de travail du secteur privé, les compagnies d'assurance maladie et les organisations syndicales peut s'avérer fructueux pour faire valoir cet argument.

ENGAGEMENT SIGNIFICATIF

Les jeunes et les communautés 2SLGBTQIA+ sont négligé-es dans de nombreux ordres du jour en SDG. Un engagement significatif implique que les membres de ces groupes jouent un rôle de premier plan dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et des initiatives. Les participant-es ont identifié des possibilités pour les jeunes de travailler avec d'autres parties prenantes afin de créer plus d'occasions d'engagement significatif, de même que la nécessité que les ONG priorisent le changement vers un engagement plus significatif des jeunes.

Des participant-es ont souligné l'importance d'examiner les présupposés implicites dans la façon dont nous parlons de la santé et des droits sexuels et génésiques, et de voir quels groupes pourraient être laissés pour compte dans les modèles de plaidoyer et de prestation de services actuels. L'adoption d'un langage aligné sur l'approche anti-oppression est cruciale, tout comme le soutien pratique et la création de mouvements. Il est essentiel

Un engagement significatif implique que les membres de ces groupes jouent un rôle de premier plan dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et des initiatives.

5 Sully, Elizabeth A, Ann Biddlecom, Jacqueline E Darroch, Taylor Riley, Lori S Ashford, Naomi Lince-Deroche, Lauren Firestein et Rachel Murro. « Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019 ». New York: Guttmacher Institute, 2020. https://www.guttmacher.org/sites/default/files/report_pdf/adding-it-up-investing-in-sexual-reproductive-health-2019.pdf.

de s'assurer que les fonds parviennent aux organismes dirigés par des personnes marginalisées et qui les servent, et d'apporter un soutien durable aux organismes de la base. Des mouvements forts sont nécessaires pour faire avancer l'ordre du jour et demander des comptes aux gouvernements, aux paliers local et international.

ÉTABLIR DES PARTENARIATS SOLIDES ET LOCALISER LA SANTÉ SEXUELLE ET GÉNÉSIQUE

Des participant-es ont salué le « partenariat extraordinaire » qui s'est développé au Canada entre les organismes de la société civile, les élu-es et les organismes gouvernementaux au cours des cinq dernières années. Ce travail est essentiel pour atteindre la « masse critique » nécessaire à la réalisation de progrès en SDSG. Néanmoins, les participant-es ont indiqué qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour tisser des liens entre intervenant-es aux paliers mondial et local.

Il est nécessaire d'accélérer la localisation [accentuation de la dimension locale] du mouvement pour la SDSG. Cela signifie qu'il faut mettre davantage l'accent sur l'organisation et la mobilisation communautaires, reconnaître l'importance des connaissances détenues par les organismes de la base et mettre à profit les initiatives de leadership locales et régionales existantes. Des participant-es ont souligné l'importance de travailler en solidarité avec les organismes de la base et ont insisté sur la collaboration continue, le partage des connaissances et la « fertilisation interculturelle », devant un ensemble de défis en constante évolution. Cependant, il est essentiel de reconnaître que les efforts de localisation doivent s'accompagner d'un engagement des partenaires du Nord global à examiner comment le colonialisme et le racisme continuent d'influencer les structures, les ordres du jour et les stratégies de financement et de plaidoyer des ONG/ONGI.⁶

Il est nécessaire d'accélérer la localisation [accentuation de la dimension locale] du mouvement pour la SDSG.

Les participant-es ont souligné l'importance de continuer à établir des relations solides entre le gouvernement et la société civile (aux échelons national et international). Ceci est particulièrement essentiel pour la création d'une solidarité internationale lorsque le soutien gouvernemental en faveur de la santé et des droits sexuels et génésiques fait défaut ou que le gouvernement est ouvertement hostile à l'ordre du jour en SDSG.

La localisation nécessite du temps et de l'argent; les modèles de financement doivent refléter les défis uniques qui s'y associent et s'engager à fournir un soutien financier à long terme, de même qu'à des groupes et des organismes de la base de plus petite taille ou informels. Les fonds doivent parvenir aux femmes et aux groupes locaux, et les bailleurs de fonds doivent être plus ouverts à financer de manière systématique des projets locaux « risqués ». La mise en œuvre ou le renforcement d'approches innovantes pour la désignation des fonds, y compris l'octroi de subventions participatives, peut aider à atteindre cet objectif.⁷ Ces recommandations sont en ligne avec les efforts visant à décoloniser l'aide en « transfér[ant] le pouvoir et les ressources vers les acteurs locaux ».⁸

6 Paige, Shannon et Dimitri Kotsiras. *Time to Decolonise Aid*, Peace Direct, mai 2021. https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2021/05/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf, p.8.
Résumé exécutif disponible en français – *Décolonisation de l'aide et consolidation de la paix* : <https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2021/05/PD-Decolonising-Aid-Summary-French.pdf>

7 Gibson, Cynthia M. Gibson. *Deciding Together: Shifting Power and Resources Through Participatory Grantmaking*. New York, NY (É.-U.); GrantCraft, 2 octobre 2018. <https://doi.org/10.15868/socialsector.32988>.

Parallèlement, il est important de reconnaître que les approches de financement conventionnelles ou les cadres de plaidoyer homogénéisants peuvent parfois aller à l'encontre des principes de la localisation.⁹ Par exemple, la volonté d'élargir les cadres de plaidoyer ou de programmes peut entrer en conflit direct avec l'importance de prendre en compte les particularités et les contextes locaux.

LES DONNÉES ET LE SUIVI DU FINANCEMENT ET DES RÉSULTATS

Il est nécessaire de disposer de données solides pour soutenir l'appel à un financement rehaussé de la SDG. À plusieurs endroits dans le monde, la collecte des données sur l'avortement ou sur d'autres enjeux de santé sexuelle et génésique pose d'importants défis, ce qui engendre des disparités dans notre niveau de compréhension de ces services.¹⁰ La COVID-19 a perturbé encore davantage la collecte des données et a mis en évidence des systèmes d'information sur la santé déjà lacunaires.

Outre le financement de l'amélioration des mécanismes de données proprement dits, le développement d'un langage commun touchant les mécanismes de suivi et d'évaluation de la SDG est essentiel pour comprendre les impacts et les résultats du financement. De nouveaux codes de financement spécifiques à la SDG contribueront à préciser ce qui est financé et à renforcer les priorités du gouvernement. Les partenaires locaux ont un rôle important à jouer dans le suivi et l'évaluation des initiatives ainsi que dans la production de preuves pour combler les lacunes dans les données actuelles. Il est important que ces données soient détenues localement afin d'améliorer les cadres de programmation et de financement et d'assurer une approche éthique.

... le développement d'un langage commun touchant les mécanismes de suivi et d'évaluation de la SDG est essentiel pour comprendre les impacts et les résultats du financement.

- 8 Paige, Shannon et Dimitri Kotsiras. *Time to Decolonise Aid*. Peace Direct, mai 2021. https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2021/05/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf, p. 6. Résumé exécutif disponible en français – *Décolonisation de l'aide et consolidation de la paix* : <https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2021/05/PD-Decolonising-Aid-Summary-French.pdf>
- 9 Merry, Sally Engle. *Human Rights and Gender Violence: Translating International Law into Local Justice*. University of Chicago Press, 2009, p. 131.
- 10 Popinchalk, Anna, Cynthia Beavin et Jonathan Bearak. « The State of Global Abortion Data: An Overview and Call to Action ». *BMJ Sexual & Reproductive Health*, 20, juillet 2021, bmjsrh-2021-201109. <https://doi.org/10.1136/bmjsrh-2021-201109>.

